



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 7 décembre 2011 (9.12)
(OR. en)**

**17879/1/11
REV 1**

**COPEN 350
JURINFO 76
EJUSTICE 94**

NOTE

de la:	présidence
au:	Coreper/Conseil
n° doc. préc.:	17760/11 COPEN 347 JURINFO 74 EJUSTICE 93
Objet:	Manuel à l'intention des praticiens - ECRIS

Un premier échange de vues sur un avant-projet de manuel non contraignant à l'intention des praticiens déterminant la procédure pour les échanges d'informations au moyen de l'ECRIS (système européen d'information sur les casiers judiciaires) s'est tenu lors de la réunion du groupe "Coopération en matière pénale" (COPEN) du 9 mars 2011. Une deuxième réunion du COPEN s'est tenue le 19 mai 2011, suivie par un bref échange de vues le 24 juin. Le 20 septembre, une nouvelle version du manuel a été examinée par le COPEN, sur la base du document 12151/11 COPEN 165 JURINFO 54 EJUSTICE 59. Le projet révisé de manuel non contraignant à l'intention des praticiens qui figure dans le doc. 12151/1/11 REV 1 COPEN 165 JURINFO 54 EJUSTICE 59 a fait l'objet d'un nouvel examen le 25 octobre. Les principaux points examinés ont été les suivants:

La version définitive du manuel qui figure dans le document 17879/11 COPEN 350 JURINFO 76 EJUSTICE 94, la structure du manuel, ses parties communes et les types d'informations spécifiques par pays qui seront intégrés dans ce manuel ont été approuvés selon la procédure de silence au début du mois de décembre.

MANUEL ECRIS

TABLE DES MATIÈRES

1.	INTRODUCTION	3
2.	ECRIS - INFORMATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL.....	6
2.1.	Échange d'informations sur les condamnations.....	6
2.2.	Demandes	8
2.3.	Réponses	10
2.4.	Protection des données.....	12
2.5.	Service d'assistance technique.....	12
3.	ECRIS-INFORMATIONS SPÉCIFIQUES PAR PAYS	14
3.1.	Autorités centrales (adresses postales, adresses électroniques)	14
3.2.	Modalités de l'identification des auteurs d'infractions	15
3.3.	Approche des États membres concernant l'utilisation des langues dans le cadre de l'ECRIS.....	15
3.4.	Procédures applicables aux demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale	17
3.4.1.	Procédures applicables aux demandes reçues à des fins administratives	17
3.4.2.	Procédure applicables aux demandes émanant de particuliers.....	17
3.4.3.	Procédures applicables aux demandes reçues à des fins d'enquêtes menées dans le cadre d'un recrutement professionnel.....	18
3.4.4.	Autres informations	18
3.5.	Copies des condamnations	19
3.6.	Compréhension commune des annexes A et B de la décision 2009/316/JAI - Tableaux nationaux.....	20

MANUEL ECRIS À L'INTENTION DES PRATICIENS

1. INTRODUCTION

Les informations relatives aux condamnations sont échangées par le biais de systèmes mis en place par la convention de 1959 du Conseil de l'Europe sur l'entraide judiciaire en matière pénale et d'instruments de l'UE développant le système d'entraide judiciaire, tels que la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (29 mai 2000), qui a complété le système établi par la Convention de 1959. En novembre 2005, le Conseil a adopté la décision relative à l'échange d'informations extraites du casier judiciaire¹. Cette décision était destinée à améliorer les systèmes établis par la Convention de 1959, principalement en accélérant les délais de transmission. Ladite décision a été abrogée par la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil du 26 février 2009 concernant l'organisation et le contenu des échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres (article 12, paragraphe 4).

La publication du présent manuel a pour objet de fournir, conformément au considérant 16 et à l'article 6, paragraphe 2, point a), de la décision du Conseil 2009/316/JAI du 6 avril 2009 relative à la création du système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), en application de l'article 11 de la décision-cadre 2009/315/JAI² du 26 février 2009, un manuel non contraignant à l'intention des praticiens.³ Elle décrit la procédure applicable à l'échange d'informations dans le cadre du système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), un système informatique décentralisé mis en place pour faciliter l'échange d'informations extraites du casier judiciaire et rendre les informations communiquées plus compréhensibles, qui porte notamment sur les modalités de l'identification des auteurs d'infractions et reprend l'interprétation commune des catégories d'infractions et de sanctions.

¹ Décision 2005/876/JAI du Conseil du 21 novembre 2005 relative à l'échange d'informations extraites du casier judiciaire.

² JO L 93 du 7.4.2009, p. 33.

³ On entend par "praticiens" les autorités centrales désignées conformément à la décision-cadre et les utilisateurs finaux (juges, procureurs, policiers, etc.).

L'ECRIS est instauré sur la base des actes juridiques suivants:

- décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil du 26 février 2009 concernant l'organisation et le contenu des échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres⁴, ci-après dénommée "la décision-cadre";
- décision du Conseil 2009/316/JAI du 6 avril 2009 relative à la création du système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), en application de l'article 11 de la décision-cadre 2009/315/JAI⁵, ci-après dénommée "la décision ECRIS".

La décision-cadre a établi un mécanisme visant à améliorer la circulation des informations sur les condamnations dans l'Union européenne. Elle a également prévu la création d'un système informatisé d'échanges d'informations sur les condamnations entre les États membres, instauré par la décision ECRIS.

L'ECRIS permet un échange automatisé d'informations entre les casiers judiciaires nationaux et impose aux États membres l'obligation d'utiliser des tableaux communs (par exemple, pour la qualifications des infractions et les catégories de sanctions) pour la transmission des informations sur les condamnations. La finalité de l'ECRIS est de permettre un échange effectif et systématique, entre les autorités compétentes des États membres, des informations extraites du casier judiciaire, d'une manière qui garantisse la compréhension commune de ces informations et leur utilisation efficace tant dans le cadre des procédures pénales qu'en dehors de ce cadre.

Le système d'information ne permet pas un accès direct au casier judiciaire des États membres mais accélère la transmission des notifications de condamnation, des demandes d'informations sur les condamnations et des réponses à ces demandes.

⁴ JO L 93 du 7.4.2009, p. 23.

⁵ JO L 93 du 7.4.2009, p. 33.

Le manuel porte notamment sur les modalités de l'identification des auteurs d'infractions et reprend l'interprétation commune des catégories d'infractions et de sanctions.

L'article 5, paragraphe 2, de la décision ECRIS prévoit que les États membres communiquent au Secrétariat général du Conseil des informations actualisées concernant leur liste d'infractions nationales et leur liste des types de peines, des peines complémentaires éventuelles et des mesures de sûreté, ainsi que des éventuelles décisions ultérieures modifiant l'exécution de la peine, telles que définies par le droit national.

Le présent document ne couvre pas toutes les questions susceptibles d'avoir une incidence sur l'échange d'informations et cela résulte d'une volonté délibérée. Néanmoins, les autorités centrales sont encouragées à maintenir des contacts et une coopération avec les autorités centrales des autres États membres. Cette approche favorisera l'efficacité de l'ECRIS et permettra de résoudre plus rapidement les éventuels problèmes qui pourraient survenir lors de l'échange d'informations.

Compte tenu de sa taille, le manuel ne sera produit qu'en version électronique. Il est disponible sur les plateformes suivantes⁶: EUR-Lex, CIRCA⁷ (Administrateur de centre de ressources de communication et d'information), RJE et sur le site web du programme de soutien à l'ECRIS (géré par le Royaume-Uni). Ce format permet une mise à jour efficace du document et le rend facilement accessible pour les praticiens concernés.

Toute suggestion concernant le texte du manuel et toute information de mise à jour doit être communiquée au Conseil de l'UE, Secrétariat général du Conseil, unité DG H 2B (droits fondamentaux et coopération judiciaire en matière pénale), rue de la Loi 175, B-1040 Bruxelles. (adresse électronique: secretariat.criminal-law@consilium.europa.eu) ou à la Commission européenne, DG JLS, unité "coopération judiciaire en matière pénale", Commission européenne, B-1049, Bruxelles.

⁶ Le manuel à l'intention des praticiens est disponible sur les sites web suivants:
- <http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm>
- <http://circa.europa.eu/>
- <http://www.ejn-crimjust.europa.eu/ejn/>
- Site web du programme de soutien à l'ECRIS

⁷ L'accès est limité.

2. ECRIS - INFORMATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

2.1. Échange d'informations sur les condamnations

La décision-cadre décrit, aux articles 4, 5 et 11 la procédure applicable à l'échange d'informations sur les condamnations

L'État membre de condamnation informe l'autorité centrale de l'État membre de nationalité de la personne condamnée des condamnations prononcées sur son territoire à l'encontre de la personne concernée, ainsi que des modifications ou suppressions ultérieures des informations ayant une incidence sur les informations relatives aux condamnations. La décision-cadre fixe comme suit les données à caractère personnel devant au minimum être transmises: nom complet, date de naissance, lieu de naissance (ville et pays), sexe, nationalité et, le cas échéant, noms précédents, à moins que, dans des cas particuliers, ces informations soient inconnues.

La compréhension des condamnations prononcées à l'étranger étant l'un des éléments clés de l'ECRIS, les États membres fournissent des informations (condamnations, modifications ou suppressions effectuées ultérieurement) de la manière la plus compréhensible pour les utilisateurs finaux.

Les États membres de nationalité conservent les informations reçues concernant les condamnations aux fins de leur retransmission. Une question essentielle dans l'ensemble du processus d'échange de notifications est que l'État membre de nationalité puisse identifier avec une certitude absolue la seule personne correspondant aux données d'identification fournies dans le message de notification. Si nécessaire, l'État membre de nationalité de la personne concernée est encouragé à demander à l'État membre de condamnation de lui communiquer des données d'identification supplémentaires.

Après avoir reçu des informations sur une condamnation, l'État membre de nationalité:

1. conserve les informations notifiées concernant les condamnations aux fins de leur retransmission et informe l'État membre de condamnation qu'il a reçu la notification;
2. peut demander des informations supplémentaires si les données reçues précédemment ne permettent pas d'identifier sans ambiguïté une personne condamnée;
3. en outre, l'autorité centrale est en droit de rejeter une notification reçue dans les cas suivants:
 - a) si la personne identifiée n'est pas un ressortissant de l'État membre. Une telle situation survient lorsqu'un État membre ayant reçu les informations notifiées est en mesure de vérifier si la personne condamnée existe et s'il s'agit d'un ressortissant de l'État membre en question. Dans ce cas, l'État membre décide de ne pas conserver, aux fins de leur retransmission, les informations notifiées sur les condamnations et informe l'État membre de condamnation du problème rencontré;
 - b) si plusieurs personnes correspondent aux données d'identification et que l'autorité centrale ne parvient pas à restreindre clairement et sans ambiguïté la liste de ces personnes à une seule d'entre elles. Dans ce cas, il y a lieu de procéder de l'une des deux manières suivantes: l'État membre recevant les informations devrait soit conserver les informations notifiées concernant la condamnation aux fins de leur retransmission et informer l'État de condamnation que la notification a bien été reçue, soit informer l'État membre de condamnation que la notification n'a pas pu être traitée et lui en indiquer la raison. Les informations notifiées ne sont alors pas conservées et l'État membre qui les reçoit renvoie un message de type "problème de notification" indiquant à l'État membre de condamnation que les informations notifiées ne peuvent pas être traitées parce que plusieurs personnes correspondent aux critères d'identification;

- c) si la personne est décédée. Dans ce cas, l'autorité centrale en informe l'État membre de condamnation et est en droit de ne pas conserver, aux fins de leur retransmission, les informations concernant la condamnation;
- d) si la personne dont les empreintes digitales concordent avec celles qui ont été reçues ne correspond pas à l'identité fournie (noms et prénom). Dans ce cas, l'autorité centrale ayant reçu les empreintes digitales en informe l'État de condamnation et est en droit de ne pas conserver, aux fins de leur retransmission, les informations relatives à la condamnation. L'échange d'empreintes digitales est facultatif selon la décision-cadre⁸, ce qui implique qu'une telle possibilité ne sera utilisée que par les États membres qui participent à l'échange d'empreintes digitales dans le cadre de l'ECRIS.

Selon l'État membre concerné, les modifications ultérieures peuvent être communiquées en mode "instantané" ou en mode "historique". Le mode "instantané" présente la condamnation dans son état actuel, c'est-à-dire l'état résultant des modifications ultérieures. La notification en instantané contient les informations les plus actualisées concernant une condamnation. Le mode "historique" contient la condamnation originale et toutes les modifications ultérieures de cette seule condamnation. La notification en historique inclut toutes les modifications ultérieures apportées à la condamnation.

2.2. Demandes

L'article 6 de la décision-cadre décrit la procédure applicable aux demandes d'information. Le formulaire de demande figure à l'annexe de ladite décision.

Selon la décision-cadre, les demandes d'information concernant des condamnations antérieures peuvent être présentées à des fins pénales, mais également à toute autre fin. Dans les cas où des demandes sont formulées à toute autre fin que pénale, l'autorité centrale requise y répond conformément à son droit national⁹.

⁸ Article 11, paragraphe 1, point c) ii) de la décision-cadre. L'échange d'empreintes digitales existe actuellement entre les États membres suivants:

⁹ Voir point 3.4.

Les demandes formulées dans le cadre de l'ECRIS sont transmises par voie électronique et conformément aux spécifications techniques de l'ECRIS. Dans des cas exceptionnels¹⁰, lorsqu'une version papier est utilisée, les demandes d'informations extraites du casier judiciaire émanant de l'autorité centrale sont transmises au moyen du formulaire figurant à l'annexe de la décision-cadre.

La demande contient les éléments suivants:

- 1) renseignements relatifs à l'autorité requérante;
- 2) données d'identification de la personne pour laquelle des condamnations éventuelles doivent être extraites du casier judiciaire;
- 3) la finalité de la demande:
 - a) procédure pénale;
 - b) finalité autre qu'une procédure pénale¹¹, par exemple¹²:
 - demandes émanant d'un employeur,
 - demandes émanant d'une autorité judiciaire,
 - demandes émanant d'une autorité administrative,
 - demandes émanant de l'intéressé;
- 4) des informations supplémentaires telles que le numéro de l'affaire, le consentement de la personne mentionnée dans la demande, [si ce consentement est nécessaire en vertu du droit national], l'urgence de la demande, observations diverses, etc.

Pour faciliter l'identification de la personne, il convient de fournir autant de renseignements que possible. Avant de présenter la demande, il y a lieu de contrôler si l'État membre auquel est transmise une demande d'informations a besoin de disposer d'informations spécifiques¹³, mais aussi de s'enquérir des procédures utilisées pour vérifier une identité, par exemple le recours aux registres nationaux des résidents, des empreintes digitales, etc.

¹⁰ Voir l'article 11, paragraphe 5, de la décision-cadre.

¹¹ Voir point 3.4.

¹² La liste complète des finalités provient des spécifications techniques de l'ECRIS (ECRIS-BA-Common Reference Tables), lesdites finalités étant des prolongements détaillés des finalités générales figurant à l'annexe A de la décision-cadre.

¹³ Voir point 3.2.

2.3. Réponses

L'article 7 de la décision-cadre décrit la procédure applicable à l'établissement des réponses aux demandes d'informations reçues

Les réponses élaborées dans le cadre de l'ECRIS sont transmises par voie électronique et conformément aux spécifications techniques de l'ECRIS. Dans des cas exceptionnels¹⁴, lorsqu'une version papier est utilisée, les réponses sont transmises au moyen du formulaire figurant à l'annexe de la décision-cadre.

Après avoir reçu une demande d'informations, l'État membre concerné:

- 1) établit une réponse si la demande répond aux conditions requises;
- 2) peut demander des informations supplémentaires si les données à caractère personnel fournies ou la finalité indiquée ne sont pas suffisantes pour établir une réponse;
- 3) peut transmettre un message de type "refus de donner suite à une demande", en précisant que la demande présentée à des fins autres que pénales ne peut pas être traitée en raison de dispositions juridiques de droit national;
- 4) en outre, l'autorité centrale peut rejeter la demande dans les cas suivants:
 - a) si les données à caractère personnel fournies dans la demande ne permettent pas à l'État membre concerné d'identifier une personne sans ambiguïté (il a été constaté que les données à caractère personnel fournies correspondent à plusieurs personnes);

¹⁴ Voir note de bas de page n° 10.

- b) si la personne concernée par la demande est décédée;
- c) si la personne dont les empreintes digitales concordent avec celles qui ont été reçues ne correspond pas à l'identité fournie (noms et prénom) dans la demande. L'échange d'empreintes digitales est facultatif selon la décision-cadre¹⁵, ce qui implique qu'une telle possibilité ne sera utilisée que par les États membres qui participent à l'échange d'empreintes digitales dans le cadre de l'ECRIS.¹⁶

Les délais de réponse sont précisés à l'article 8 de la décision-cadre. Ils devraient être fondés sur le calendrier propre à l'État membre requis (en tenant compte des jours fériés, des jours de fermeture des bureaux, etc.) Les spécifications techniques prévues pour l'utilisation de l'ECRIS stipulent que le délai applicable à toute demande est calculé automatiquement sur la base du calendrier de l'État requis et transmis à l'État membre requérant.

Il y a lieu de répondre dans les meilleurs délais aux demandes adressées à des fins pénales et à des fins autres que pénales¹⁷. En tout état de cause, le délai de transmission des réponses ne devrait pas dépasser dix jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande. Si l'État membre auquel il a été demandé de fournir les informations a besoin d'un complément d'informations pour identifier la personne visée par la demande, il consulte immédiatement l'État membre requérant. Le délai de dix jours ouvrables courra alors à partir de la date de réception du complément d'informations.

Les réponses à une demande émanant d'une personne souhaitant obtenir des informations sur son propre casier judiciaire¹⁸ devraient être adressées dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande.

¹⁵ Article 11, paragraphe 1, point c) ii), de la décision-cadre.

¹⁶ Veuillez noter que, conformément à l'article 11, paragraphe 1, point c) ii), de la décision-cadre, l'échange d'empreintes digitales est facultatif.

¹⁷ Article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre.

¹⁸ Article 6, paragraphe 2, de la décision-cadre.

2.4. Protection des données¹⁹

Les conditions d'utilisation des données à caractère personnel sont régies par l'article 9 de la décision-cadre. Les données à caractère personnel communiquées au titre de l'article 7, paragraphes 1 et 4, *aux fins d'une procédure pénale* ne peuvent être utilisées par l'État membre requérant *qu'aux fins de la procédure pénale* pour laquelle elles ont été demandées.

Les données à caractère personnel transmises au titre de l'article 7, paragraphes 2 et 4, *à des fins autres qu'une procédure pénale* ne peuvent être utilisées par l'État membre requérant, conformément à son droit national, qu'aux fins pour lesquelles elles ont été demandées et dans les limites précisées par l'État membre requis.

Ces règles comportent une exception: les données en question peuvent être utilisées par l'État membre requérant pour prévenir un danger immédiat et sérieux pour la sécurité publique.

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les données à caractère personnel reçues d'un autre État membre au titre de l'article 4, lorsqu'elles sont transmises à un pays tiers, soient soumises aux mêmes limites d'utilisation que celles qui s'appliquent aux États membres requérants. Les États membres précisent que les données à caractère personnel, lorsqu'elles sont transmises à un pays tiers aux fins d'une procédure pénale, ne peuvent ensuite être utilisées par ce pays qu'aux seules fins d'une procédure pénale.

2.5. Service d'assistance technique

Si un problème quel qu'il soit (juridique, technique, opérationnel) (...) quant à la fonctionnalité de l'ECRIS survient, les praticiens sont invités à contacter (...) leur autorité centrale.

¹⁹ Voir le considérant 13 de la décision-cadre du Conseil et le considérant 18 de la décision ECRIS.

Si le problème exige un examen supplémentaire au niveau de l'UE, l'autorité centrale devrait contacter les instances compétentes de l'UE: Conseil de l'Union européenne, Commission européenne; présidence du Conseil de l'Union européenne.

Aux termes de l'article 3, paragraphe 7, de la décision ECRIS, la Commission fournit un appui général et une assistance technique dans le cadre de l'ECRIS. Elle fournit un service d'assistance technique (helpdesk) pour aider les États membres à gérer les aspects opérationnel de l'échange d'informations.

Coordonnées:

Commission européenne: adresse électronique: JUST-CRIMINAL-RECORD@ec.europa.eu.

En cas de problème opérationnel, l'État membre concerné peut contacter le programme de soutien à l'ECRIS géré par le Royaume-Uni.

Coordonnées:

ESP: adresse électronique: support@ecrisic.eu, téléphone: 00 44 1489 588556

3. ECRIS-INFORMATIONS SPÉCIFIQUES PAR PAYS

Compte tenu du fait qu'un échange d'informations efficace dans le cadre de l'ECRIS exige une compréhension commune de quelques-unes des procédures utilisées par certains États membres, ainsi que la création d'autorités centrales et l'instauration de règles régissant la coopération entre les États membres une fois que l'ECRIS aura été lancé, la présente section fournit des informations sur les principales questions relatives au système dans son ensemble. Elle est divisée en différents thèmes qui jouent un rôle important au sein de l'ECRIS, son but étant de présenter des informations de base sur les procédures et les règles appliquées par les différents États membres et les différentes autorités centrales dans le cadre d'ECRIS.

3.1. Autorités centrales (adresses postales, adresses électroniques)

Aux termes de l'article 3 de la décision-cadre, les États membres sont tenus de désigner une ou plusieurs autorités centrales. L'autorité centrale de chaque État membre assure l'échange d'informations sur les condamnations dans le cadre du système.

Chaque État membre informe le Secrétariat général du Conseil et la Commission de la ou des autorité(s) centrale(s) désignée(s). Le Secrétariat général du Conseil communique cette information aux États membres. L'expérience acquise dans le cadre de la décision 2005/876/JAI du Conseil a montré qu'il était souhaitable d'indiquer dans le manuel les coordonnées de chaque autorité centrale.

(La présentation des coordonnées des autorités centrales s'inspirera du modèle ci-après)

État membre:

Autorité centrale

- nom:
- adresse:
- téléphone:
- adresse(s) e-mail(s):
- personnes de contact (pour les questions techniques et juridiques) - s'il est possible d'ajouter de telles informations:

3.2. Modalités de l'identification des auteurs d'infractions

Aux termes de l'article 6, paragraphe 2, point a), de la décision ECRIS, chaque État membre présente un ensemble de données qui sont utilisées dans le processus d'identification.

(On trouvera ci-après des précisions sur les données à caractère personnel utilisées dans le processus d'identification)

État membre

- Listes énumératives des données utilisées pour identifier un auteur d'infractions.
- Registres utilisés pour identifier une personne, par exemple le casier judiciaire, les registres de résidents

3.3. Approche des États membres concernant l'utilisation des langues dans le cadre de l'ECRIS.

L'article 10 de la décision-cadre régit le régime linguistique utilisé pour échanger des informations sur les condamnations.

L'article 10 (deuxième phrase) dispose qu'un État membre peut, lorsqu'il répond à des demandes, utiliser sa langue officielle ou une langue acceptée à la fois par l'État requérant et par l'État requis.

Par ailleurs, aux termes de l'article 10 (troisième phrase), tout État membre peut, au moment de l'adoption de la décision-cadre ou ultérieurement, indiquer, dans une déclaration adressée au Secrétariat général du Conseil, la langue ou les langues officielles des institutions de l'Union européenne qu'il accepte.

La question se pose lorsqu'une réponse à une demande contient une notification formulée dans une langue étrangère. Cette notification pourrait, avant sa transmission, être traduite²⁰ dans la langue officielle de l'État membre requis et transmise ensuite à l'État membre requérant. Les États membres sont toutefois autorisés à régler la question des langues acceptées au moyen d'un accord bilatéral qui précise quelles sont les langues acceptées (et permet la transmission des informations sur les condamnations dans la ou les langues de l'État membre de condamnation).

Ainsi, dans des situations spécifiques, les États membres peuvent utiliser, aux fins des échanges d'informations, d'autres langues que leur(s) langue(s) officielle(s). Afin de faciliter l'échange d'informations, la liste des États membres et leur position sur le régime linguistique qu'ils souhaitent utiliser sont indiquées ci-après.

(Position des États membres concernant l'utilisation des langues)

État membre:

Langues officielles de l'Union européenne acceptées par l'État membre pour la transmission des demandes - Article 10 (troisième phrase) *(les informations recueillies par l'ESP seront jointes ici)*

L'État membre en tant que partie requise: langue(s) utilisée(s) pour répondre aux demandes reçues d'un autre État membre: langue(s) officielle(s) nationale(s) ou langue originale de la condamnation (si la réponse contient le texte de condamnations prononcées par d'autres États membres de l'UE ou par un État tiers).

L'État membre en tant que partie requérante: langues acceptées pour répondre aux demandes reçues: langue(s) officielle(s) de l'État membre requis ou langue originale de la condamnation (si la réponse contient le texte de condamnations prononcées par d'autres États membres de l'UE ou par un État tiers).

²⁰ Voir le point 4.3, de l'analyse du fonctionnement du système ("Business Analysis"). "Si la plupart des éléments d'information sont normalisés et codifiés dans le modèle "domaine" (par exemple, les codes communs pour les infractions et les sanctions, les dates, les durées, les paramètres applicables aux infractions et aux sanctions, etc.), plusieurs éléments d'information restent des éléments d'information en texte libre qui doivent être traduits à un moment donné pour pouvoir être utilisés." Voir le point 4.3 de l'analyse du fonctionnement du système ("Business Analysis").

3.4. Procédures applicables aux demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale

Aux termes de l'article 7, paragraphe 2, de la décision-cadre, les réponses aux demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale sont établies conformément au droit national de l'État membre requis. Afin de faciliter l'échange de ces données, on trouvera ci-après des informations concernant les règles nationales de base concernant l'établissement des réponses à des demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale:

(L'État membre devrait répondre aux questions ci-après)

État membre:

3.4.1. Procédures applicables aux demandes reçues à des fins administratives

- 1) Quelle est la procédure applicable à la transmission d'informations?
 - a) Est-il possible d'émettre une demande d'informations à des fins administratives?
 - b) Une demande doit-elle préciser en détail la finalité pour laquelle les informations sont demandées?
 - c) La divulgation des informations concernant les condamnations pénales est-elle subordonnée au consentement de l'intéressé dans de tels cas?
 - d) Quel est le coût prévu pour la transmission d'informations?
 - e) Autres informations spécifiques.

3.4.2. Procédure applicables aux demandes émanant de particuliers

- 1) Quelle est la procédure applicable à la transmission d'informations?
 - a) Une demande doit-elle préciser la finalité pour laquelle les informations sont demandées?
 - b) Quel est le coût prévu pour la transmission d'informations?
 - c) Exigez-vous la présentation de documents d'identité, de copies de ces documents ou de tout autre document?
 - d) Autres informations spécifiques

3.4.3. *Procédures applicables aux demandes reçues à des fins d'enquêtes menées dans le cadre d'un recrutement professionnel*

- 1) Quelle est la procédure applicable à la transmission d'informations?
 - a) Est-il possible de transmettre des informations à des fins d'enquêtes menées dans le cadre d'un recrutement professionnel?
 - b) Une demande formulée à cet effet devrait-elle préciser en détail la finalité pour laquelle les informations sont demandées?
 - c) Quel est le coût prévu pour la transmission d'informations?
 - d) Autres informations spécifiques

3.4.4. *Autres informations*

Toute autre information relative à la législation, à la réglementation ou à la pratique nationale d'un État membre qui aiderait l'autorité requérante à introduire une demande d'informations extraites du casier judiciaire (*concernant, par exemple, le contenu de la réponse à une demande adressée aux fins d'une procédure pénale - cette réponse doit-elle contenir toutes les informations conservées dans le casier judiciaire ou se limiter, par exemple, à certains types d'infractions, de sanctions ou aux règles en matière de réinsertion?*)

Veillez noter que ni la décision ECRIS ni la décision-cadre n'établissent une quelconque obligation d'échanger des informations sur des décisions non pénales.

3.5. Copies des condamnations

L'article 4, paragraphe 4, de la décision-cadre prévoit la possibilité de fournir, dans des cas particuliers, des copies des condamnations originales²¹. Selon le libellé de l'article susmentionné, les autorités centrales peuvent prendre part à l'échange de copies de condamnations. Toutefois, la décision-cadre n'impose pas aux autorités centrales l'obligation de conserver et de diffuser les copies des condamnations. Ces documents ne peuvent pas être conservés par les autorités centrales ni dans les casiers judiciaires et ne sont pas transmis au moyen du format électronique défini pour le logiciel d'ECRIS. Si les copies en question sont nécessaires, elles doivent être transmises par d'autres moyens (par exemple, par courriel ou par fax). La manière la plus appropriée d'obtenir ces copies est de recourir à la coopération judiciaire en matière pénale²².

Afin de faciliter l'échange d'informations, on trouvera dans le tableau ci-après des informations relatives à la procédure la plus appropriée concernant l'échange de copies de condamnations telle que décrite par chaque État membre. Ce tableau indique s'il est possible de demander une copie de condamnation via l'autorité centrale et s'il est possible de recevoir une copie de condamnation directement de l'autorité centrale.

Les États membres devraient répondre aux questions ci-après:

- 1.- Quelle est la procédure la plus appropriée? - décrire la procédure en quelques phrases (par exemple: la demande doit être adressée à la juridiction qui a prononcé la condamnation).*
- 2.- Est-il possible de demander la copie d'une condamnation via l'autorité centrale?*
- 3.- L'autorité centrale conserve-t-elle une copie de la condamnation?*

²¹ Décision-cadre (article 4, paragraphe 4)

²² Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne du 29 mai 2000.

État membre:

3.6. Compréhension commune des annexes A et B de la décision 2009/316/JAI - Tableaux nationaux

Aux termes de l'article 5 de la décision ECRIS, les États membres sont invités à communiquer la liste des infractions nationales et celle des peines correspondant à des codes spécifiques qui figurent aux annexes A et B de la décision du Conseil. Ces listes sont jointes au manuel. Les États membres peuvent également communiquer une brève description des éléments constitutifs de l'infraction et de la sanction concernée. Les tableaux fournis sont joints en annexe au manuel.

ÉTAT MEMBRE:

A- TABLEAUX DES INFRACTIONS

B- TABLEAU DES SANCTIONS

(Les États membres sont invités à fournir les informations ci-dessus)
